

FINANCEMENT DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE DE LA FRANCE : LE BUDGET DE LA DERNIERE CHANCE ?

Après une longue séquence de recomposition politique, le Budget pour 2025, qui va rentrer en débat au Parlement, devra être à la hauteur des ambitions, des engagements et des enjeux pour la France en matière de transition écologique et énergétique.

Pour tous les acteurs des territoires (collectivités, associations, entreprises, population), il est inconcevable que ce budget intègre des coupes budgétaires sans précédent sur les postes Ecologie et Energie-climat, en contradiction complète avec les objectifs de la France fixés par le Secrétariat Général à la Planification Ecologique, avec les engagements pris par l'Etat à l'échelle internationale et lors des COP régionales en cours, et avec les principaux rapports d'experts.

Le pays fait face à des contraintes budgétaires inédites mais ne peut raisonnablement ignorer les conséquences géopolitiques, économiques, sociales, environnementales et sanitaires d'une démobilitation sur la transition écologique, la souveraineté énergétique du pays et le pouvoir d'achat des Français.

Pour éviter l'abandon de milliers de projets dans les territoires en faveur des économies d'énergies et des énergies renouvelables, de la protection des ressources en eau et de la biodiversité, de la réduction et du recyclage des déchets, des solutions budgétaires existent ! D'abord, trouver de nouvelles recettes pour l'État en réformant une fiscalité écologique trop souvent injuste, en faisant davantage contribuer les acteurs et comportements les moins vertueux, plutôt que les plus modestes. Ensuite, optimiser les dépenses en privilégiant les financements verts efficaces en termes de coût/bénéfice.

C'est donc bien un renforcement et une accessibilité à tous les territoires du fonds vert que nous attendons en faveur de l'ingénierie et de l'investissement dont ils ont besoin, une consolidation des aides à la rénovation énergétique efficace des logements. C'est aussi un doublement du fonds chaleur pour réduire et décarboner la facture énergétique des Français avec des énergies locales dont nous avons besoin. Enfin, il est indispensable d'affecter le milliard d'euros de la taxe nationale sur les déchets prélevée sur les ménages français aux aides de l'ADEME à la prévention et à la valorisation des déchets, et l'augmentation de 50% des moyens des Agences de l'eau en faveur des économies d'eau et à la lutte contre les pollutions émergentes pour sauver nos ressources vitales en eau et en biodiversité. Et c'est aussi en instaurant un pacte de confiance entre l'État et l'ensemble des acteurs locaux, fondée sur planification pluriannuelle du financement de la transition écologique, que cette évolution sociétale se concrétisera.

L'examen de ce projet de loi de finances sera, plus que jamais, un moment de vérité pour l'avenir de la France et le quotidien des Français. Trouver les bonnes solutions pour financer à sa juste valeur la transition écologique et énergétique, c'est faire le choix de la lutte contre la précarité, de la protection de la santé, de la lutte contre les ravages du dérèglement climatique, de la cohésion des territoires, d'une plus grande souveraineté économique de la France, c'est aussi faire le choix de nos enfants.

Pour toutes ces raisons, nous, représentants des collectivités, entreprises et associations, demandons au Gouvernement et au Parlement de construire un budget qui ne tourne pas le dos à l'ambition de transformation écologique et énergétique de la France, mais qui au contraire l'accélère.

Signataires :

AMORCE

Association des Maires Ruraux de France (AMRF)

ANPP - Territoires de projets

Association des Petites Villes de France (APVF)

Cercle National du Recyclage (CNR)

Energy cities

Fédération Nationale des Collectivités de Compostage (FNCC)

France urbaine

Méthéor

Réseau des Agences Régionales de l'Energie et de l'Environnement (RARE)

Villes de France

Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV)

UFC-Que Choisir

Agir pour le Climat

Alternatiba

Association négaWatt

Effinergie

Energie partagée

HESPUL

Réseau Action Climat (RAC)

réseau Cler

Réseau Compost Citoyen

WWF

Zero Waste France

350.org

Association Française des Professionnels de la Géothermie (AFPG)

Comité Interprofessionnel du Bois Energie (CIBE)

Enerplan

envirobatBDM

Fédération professionnelle des entreprises de services pour l'Énergie et l'Environnement (FEDENE)

Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement (FNADE)

France Renouvelables

Syndicat des Énergies Renouvelables (SER)

Via Seva